

Voilà pourquoi nous nous réjouissons quand une prison brûle. Voilà pourquoi nous nous réjouissons que partout dans les centres de rétention éclatent des révoltes.

**Les révoltés de Marseille ont brûlé leur prison de l'intérieur, poursuivons la lutte à l'extérieur.
Organisons nous pour soutenir les 6 inculpés.**

**Rendez-vous le jeudi à 18H à la crysalide
(14, rue Benedite, entre la friche et le parc Longchamp)**

Pour nous contacter : soutien6cra@riseup.net

APPEL A MOBILISATION

Il est possible de soutenir les refus d'embarquement des retenus de Marseille qui ont été transféré à Nîmes suite à l'incendie. Il n'y a pas d'aéroport à Nîmes, la plupart des expulsions ont donc lieu à l'aéroport de Marignane. Vous pouvez être tenus au courant des expulsions en vous abonnant à une liste d'alerte sms. Inscription à l'adresse suivante:

http://www.millebords.org/rezo_sms/cs-inscription-sms.php

Pour plus d'infos :

-sur ce qui se passe dans les centres de rétention voir le site :

<http://juralibertaire.over-blog.com>

(rubrique sabotons la machine à expulser),

ou <http://cettesemaine.free.fr>

<http://loissauvage.rebellyon.info>

-pour avoir des textes d'analyses voir sur : <http://www.infokiosques.net>

- pour voir comment s'organiser contre l'expulsion de sans-papier :

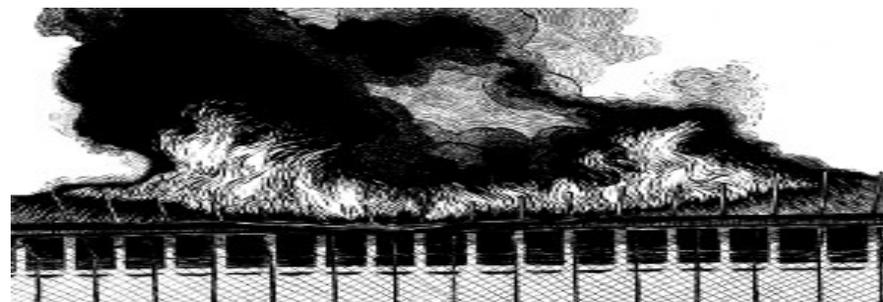
<http://sanspapiers.internetdown.org>



SOLIDARITE AVEC LES REVOLTES DE L'INCENDIE DE LA PRISON POUR SANS-PAPIERS DU CANET

Le 9 mars, la prison pour sans-papiers du Canet à Marseille est hors service suite à un incendie. C'est le lieu, appelé Centre de Rétention Administrative, où l'Etat enferme des gens (uniquement parce qu'ils n'ont pas de papiers) raflés lors de contrôle d'identité en attendant de s'organiser pour les expulser sous trente jours. Des retenus ont mis le feu à des matelas dans deux bâtiments différents. Les retenus, intoxiqués par les fumées, ont été emmenés à l'hôpital. L'un d'entre eux en a profité pour se faire la belle.

« On a été soignés, rapidement, légèrement, ce qui est normal aux yeux de l'état français parce qu'on est sans papiers. Aucun droit. On a passé toute une soirée dans une cour, à l'air, jusqu'à 23h, et puis on a été conduits dans une petite salle de 12m2. On était 36 personnes. Entre 23h30 et minuit, ils nous ont conduits au centre de rétention de Nîmes. Pire que des animaux, on est restés dans une salle jusqu'au petit matin. »



Très peu ont été libérés contrairement à ce qui se passe d'habitude lors de transferts collectifs suite à des incidents. Le message est clair : la volonté du pouvoir d'étouffer tout espoir de libération par des actes de révoltes qui sont quotidiens. De l'Australie à l'Italie, de la Lybie à la Belgique: évasions collectives, départs de feu, grèves de la faim, mutineries... Alors, la vengeance de l'État ne se fait pas attendre : on pense à ceux de Vincennes (jusqu'à 3 ans ferme), ou de Bordeaux (?).

Six des retenus du Canet sont actuellement en détention provisoire à la prison des Baumettes, soupçonnés d'avoir mis le feu. Une instruction est en cours. D'une prison à une autre, de la « rétention » à la « détention », il n'y a qu'un pas, souvent franchi lorsque l'on s'oppose à son expulsion, que l'on donne une fausse identité, qu'on ne se laisse pas faire.



Dès le lendemain de l'incendie, un rassemblement spontané devant le commissariat est venu manifester son soutien avec les sans papiers placés en garde à vue avant leur inculpation. Un collectif décide alors de s'organiser pour exprimer sa solidarité avec ce geste de révolte qui n'est pas un acte de désespoir mais bien au contraire un acte de résistance contre l'enfermement. Qu'ils soient coupables ou innocents, peu importe, il s'agit de soutenir ceux que l'État a choisi pour se venger de ce coup porté à la machine à expulser: le centre de rétention du Canet est fermé jusqu'à nouvel ordre.

Un centre de rétention en moins, c'est concrètement une diminution des rafles et des expulsions. Les centres de rétention sont un rouage de la machine à expulser, outil des politiques migratoires. Par ce dispositif de gestion des populations, l'État cherche à fragiliser une main-d'œuvre immigrée forcée de se cacher dans la peur quotidienne du contrôle et de l'expulsion, et surtout d'accepter n'importe quel boulot payé des miettes et n'importe quel logement pourri hors de prix. L'Etat crée ainsi une catégorie de travailleurs avec droits au rabais ou sans droit pour le plus grand profit des patrons et ainsi fout la pression sur les autres travailleurs. Par la mise en concurrence des travailleurs légaux et illégaux, c'est l'ensemble des salaires et des conditions de travail qui sont précarisés. Cette stratégie économique est légitimée par une idéologie raciste et post-coloniale qui construit l'image de l'immigré comme ennemi intérieur responsable du chômage et de l'insécurité, créant ainsi un climat de haine, la guerre de tous contre tous : diviser pour mieux régner.

Dans ce monde de soumission et de résignation, où l'État impose sa terreur à coups de contrôles, de flics, de juges, de prisons, lorsque des individus, du fond de leur trou, passent à l'offensive en détruisant une prison, ça nous touche parce que nous aussi nous sommes enfermés, contrôlés, jugés pour mieux être exploités. La destruction d'une prison, c'est un peu d'air et d'espoir, comme un écho aux révoltes dans les pays du maghreb et du moyen-orient. Lorsque le pouvoir approuve du bout des lèvres ces révoltes, c'est pour ériger nos démocraties comme unique modèle, en oubliant qu'ici aussi, on exploite, on enferme, on tue, au nom de la liberté, celle des puissants, qui vivent sur notre dos, qui nous volent jusque nos vies pour s'enrichir.

